



## **Rapport d'activité 2009**

FEDITO BXL ASBL  
Rue du Président 55  
1050 Bruxelles  
Tél. : 02/514 12 60  
Fax : 02/513 81 44

<http://www.feditobxl.be>  
[courrier@feditobxl.be](mailto:courrier@feditobxl.be)

## TABLE DES MATIÈRES :

<b>INTRODUCTION :</b> .....	<b>3</b>
<b>VIE DE LA FÉDÉRATION</b> .....	<b>4</b>
<i>Le fonctionnement de la fédération</i> .....	4
1. DE FAIRE CONNAÎTRE ET RECONNAÎTRE LA NÉCESSITÉ ET L'EXISTENCE DE STRUCTURES SPÉCIFIQUES DE PRÉVENTION, D'AIDE, DE SOINS ET DE RÉDUCTION DES RISQUES POUR TOXICOMANES ET POUR LES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES ASSUÉTUDES PRISES AU SENS LARGE DU TERME.....	6
<i>Apéroréseaux</i> : .....	6
<i>Biblio-drogues</i> : .....	7
<i>Formation certifiante sur les « conduites de dépendances »</i> : .....	7
<i>GT «Jeunes et consommation</i> » .....	7
<i>Deuxième Congrès francophone sur les traitements de substitution aux opiacés.</i> .....	8
2. D'ÊTRE UN INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ DES POUVOIRS PUBLICS ET DES MÉDIAS DANS L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE DE SANTÉ ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LE CHAMP DE LA TOXICOMANIE PRISE AU SENS LARGE DU TERME. ELLE EST MANDATÉE À CET EFFET PAR SES INSTITUTIONS MEMBRES.....	9
<i>Réforme de l'ambulatoire bruxellois</i> .....	9
<i>Fonds fédéral de lutte contre les assuétudes : comité assuétudes</i> .....	9
<i>Interventions publiques</i> .....	9
3. D'ASSURER LA COORDINATION ET LA CONCERTATION DES INSTITUTIONS ET SERVICES MEMBRES ET PLUS LARGEMENT AVEC D'AUTRES SECTEURS PRÉOCCUPÉS PAR LE « PHÉNOMÈNE » DROGUES.....	10
<i>Plate forme de Réduction des Risques</i> .....	10
<i>Concertation Toxicomanies Bruxelles-ODB</i> .....	10
4. D'ASSURER AUX INSTITUTIONS MEMBRES DES MODALITÉS DE RECONNAISSANCE ET DE SUBSIDIATIONS GARANTISSANT LEUR BON FONCTIONNEMENT ET LEUR PERMETTANT LA PRISE EN CHARGE IMMÉDIATE DE TOUS LES TOXICOMANES DEMANDEURS QUELLE QUE SOIT LEUR SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	11
<b>CONCLUSION ET PERSPECTIVES :</b> .....	<b>13</b>

## INTRODUCTION :

Voici le rapport d'activités 2009 de la FEDITO bruxelloise.

La fédération a cette rempli son rôle en fonction des demandes du secteur et de ses principaux partenaires. Une série de freins à un fonctionnement sectoriel optimal, déjà énoncés les années précédentes, restent d'actualité. Il est de notre responsabilité de les rappeler : secteurs morcelés, sources de financements multiples, compétences drogues mal réparties entre entités fédérale et fédérées et entre entités francophones, manque de mise en commun des ressources et des supports existants, difficulté du terrain pour investir du temps et des moyens dans la concertation et la coordination, multiplication des structures de coordination et organisation des secteurs peu cohérente, ... Ces biais internes et externes au secteur empêchent d'être vraiment à l'initiative et cantonnent la fédération dans un rôle réactif.

Cela n'empêche heureusement pas l'excellence du travail réalisé par les professionnels du secteur au quotidien, hommes et femmes constituent souvent un dernier filet de sécurité auprès de personnes dont le parcours de vie se révèle difficile, voire franchement chaotique, dans une société dont le matérialisme, le consumérisme et l'individualisme créent des ravages parmi les plus fragilisés.

En restant disponibles pour discuter plus avant des différents chapitres de ce rapport, nous vous en souhaitons une intéressante lecture.

Pour l'équipe de la FEDITO Bxl

Ludovic HENRARD  
Directeur

# VIE DE LA FÉDÉRATION

## Le fonctionnement de la fédération

### L'équipe

Au 31.12.09 l'équipe de la FEDITO se compose de deux personnes :

Ludovic Henrard : directeur ETP

Fabienne Vandamme : secrétaire ETP

### AG et CA restructuration<sup>1</sup>

De février à septembre 2009 le CA était composé de 3 personnes, tandis que l'AG était composée de 18 membres. CA et AG étaient tenus sur base mensuelle. Les réunions de CA servaient à gérer et orienter les dossiers en cours et à préparer l'AG. Ce fonctionnement était lourd. Il occasionnait une perte de temps inutile à l'équipe et aux membres du CA, déjà informés des actions de la FEDITO à l'heure de l'AG. En plus de ce symptôme de « réunionite », la répétition des réunions donnait parfois l'impression d'une « confiscation » du débat, de laisser peu de pouvoir d'action et de décision aux membres de l'AG de la FEDITO,... Vu la préparation récente des dossiers en CA. Ce mode d'organisation a notamment créé des tensions durant la récente réforme de l'ambulatoire.

Ces tensions et certaines attaques injustifiées contre le C.A. par une petite minorité des membres de l'AG ont provoqué la démission du président de la fédération fin janvier 2009, la présidence entre janvier et septembre a été portée par madame Josette Bogaert (asbl CAPITI), que nous remercions chaleureusement pour cet intérim.

Suite à une concertation en interne, l'idée a émergé de constituer un CA élargi. Cette solution permet en même temps de diminuer le nombre de réunions et de mettre l'ensemble des membres le désirant sur le même pied au niveau de l'information et de la préparation de dossiers en cours. L'AG devient annuelle ou « exceptionnelle » si des dossiers importants et urgents l'exigent. La FEDITO adopte ainsi un mode de fonctionnement classique pour une asbl et dégage pour ses permanents un peu de temps de travail.

Lors de l'AG du 25 septembre 14 administrateurs étaient élus ou réélus. Il s'agit de :

Alexandra Al Haffar	RAT
Pascale Anceaux	Infor-Drogues
Chiara Aquino	Babel
Josette Bogaert	CAP-ITI
Renaud Demez	Modus Vivendi
Géraldine de Ruyter	Santé & Entreprise
Patricia Diederich	Interstices
Laurence Genin	Le Pélican
Damien Kauffman	Prospective Jeunesse
Ihsane Nadi	DUNE
Isabelle Prévot	Enaden
Agnès Tihon	Ambulatoire du Solbosch
Jerry Wérenne	Projet Lama
Serge Zombek	MASS

---

<sup>1</sup> Voir annexe 1 : restructuration de la FEDITO 29 mai 2009.

## Invités /Présentation dans nos locaux

**FARES** : La procédure d'examen de la demande d'adhésion du Fonds contre les affections respiratoires (Fares) à la FEDITO avait été entamée à l'AG du 26 septembre et s'est poursuivie à l'AG du 28 novembre selon une procédure classique de présentation, suivie des questions des membres, d'un débat interne et du vote des membres. La candidature du FARES a été refusée par l'AG de la FEDITO à l'AG du 30 janvier 2009. Le directeur de la fédération regrette ce rejet par les membres car l'adhésion de la FARES aurait été synonyme d'une plus grande représentativité du secteur à Bruxelles et la confirmation de l'évolution des préoccupations du secteur par rapport aux drogues légales.

**Réseau WAB** : présentation du réseau par Mme K.Karler et Mr R. Clavie le 6 mars 2009.

Le réseau **WaB** (Wallonie-Bruxelles), est un réseau pilote supra-local pluridisciplinaire, regroupant des acteurs de terrain actifs en matière de toxicomanie et provenant d'institutions ou de services situés en Région wallonne ou bruxelloise. L'objectif de ce réseau est d'optimiser l'accompagnement de personnes adultes présentant une problématique d'assuétude complexe et pour lesquelles le recours à un large réseau peut s'avérer une alternative nouvelle et pertinente. A partir de 2008, la Région wallonne a décidé d'apporter son soutien à ce projet.

**Cellule générale de politique en matière de drogues** : Présentation par Mme C. Rémy le 13-11-2009.

Claire Rémy est directrice-adjointe de la Cellule générale Politique Drogues prévue dans la note politique drogues Alvoet, balisée par l'accord de coopération du 02 septembre 2002 et effectivement mise en place en 2009.

La Cellule Générale de Politique en matière de Drogues aura pour rôle de veiller à la mise en place d'une 'politique globale et intégrée en matière de drogues'.

**Santé & Entreprise** (dans les locaux de S&E) : Présentation par G. de Ruyter, directrice, le 29 mai 2009.

La nouvelle Convention collective de travail (CCT 100) obligeant les entreprises à mettre en place une politique de prévention en matière d'alcool en entreprise a motivé l'équipe de S&E à inviter l'AG de la FEDITO dans ses locaux, afin d'expliquer les activités de ce services aux autres membres, ainsi que l'actualité législative concernant la mise en place de cette convention.

**CADEQ** : Présentation par Mme E. Prins, le 11 décembre 2009.

Madame Eva Prins est nommée depuis le mois d'août à la CADEQ, la cellule d'appui pour la démarche d'évaluation qualitative organisée au sein de la COCOF, où elle sera bientôt rejointe par un deuxième collaborateur. L'explication de ses nouvelles missions de soutien aux services de l'ambulatoire est détaillées aux SAT à cette occasion.

## **L'ASSOCIATION A POUR BUT :**

1. *DE FAIRE CONNAÎTRE ET RECONNAÎTRE LA NÉCESSITÉ ET L'EXISTENCE DE STRUCTURES SPÉCIFIQUES DE PRÉVENTION, D'AIDE, DE SOINS ET DE RÉDUCTION DES RISQUES POUR TOXICOMANES ET POUR LES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES ASSUÉTUDES PRISES AU SENS LARGE DU TERME.*

Cette mission de communication de la fédération revêt une importance particulière car elle permet de « faire exister » le secteur en répercutant les actions mises en place par les membres ou en secteur. En effet, si les services membres s'investissent au quotidien dans leurs missions de prévention, de soins ou d'accompagnement, il faut constater leur discrétion dans la cité malgré leurs actions salutaires auprès de publics vulnérables et précarisés qu'ils touchent.

La FEDITO a attendu que le CA élargi soit constitué (voir supra) afin de consulter les administrateurs quant au profil du nouveau travailleur à engager suite au départ (en juillet) de Marie Absil. Selon le directeur de la FEDITO il faudrait engager un « chargé de communication » dont les fonctions seraient liées à la communication intra et intersectorielle : promouvoir la visibilité des actions des services, et communiquer toute information pertinente, vers ces services, les pouvoirs publics, les professionnels, et le grand public, via les canaux les plus adaptés.

### **Apéroréseaux :**

Pour rappel, les apéroréseaux trouvent leur origine dans la journée « *Drogues : pour une politique cohérente à Bruxelles* » le 15 avril 2008, organisée par la CTB-ODB avec le soutien de Ludovic Henrard, qui faisait partie du comité d'organisation de la journée.

Les apéroréseaux consistent en l'organisation de rencontres entre professionnels sur les lieux de travail, dans un cadre détendu, afin de s'informer sur les activités du service hôte tout en créant des connections entre partenaires. Après la présentation du service et une séance de questions-réponses suit un drink classique, d'une heure et plus si affinités, pendant lequel les invités présents ont l'occasion de faire connaissance.

**Partenaires :** FEDITO, CLDB, FARES.

Les institutions ayant accueillis au sein de leur institution en 2009 :

- DUNE asbl, le 26 mars
- FARES, le 7 mai
- Transit asbl, le 10 septembre
- La MASS le 22 octobre
- Babel (asbl L'Equipe) le 10 décembre

La suite de ce projet est déjà programmée pour 2010.

## **Biblio-drogues :**

Pour rappel, Biblio-drogues avait été coordonné par la FEDITO et subsidié dans le cadre du Fonds assuétudes (Voir R.A. 2008 ou [www.biblio-drogues.be](http://www.biblio-drogues.be)).

En 2009 la promotion de ce nouvel outil qui a été organisée depuis la FEDITO. Les envois postaux, reprenant différents supports, affiches et cartes postales ont annoncé la mise en place du site. Les envois ont ciblé spécifiquement les bibliothèques et une large partie du secteur social santé et jeunesse/enseignement ainsi que les différents cabinets des ministres concernés<sup>2</sup>.

## **Formation certifiante sur les « conduites de dépendances » :**

Il s'agit d'un projet de formation certifiante (10 crédits ETC ou 240h de travail étudiant) dans le domaine des dépendances qui soit global et multidisciplinaire et qui puisse former les travailleurs ou futurs travailleurs du secteur ou même des travailleurs d'autres secteurs (juristes, policiers, médecins...).

Ce projet inter-universités s'articule avec l'Institut de formation continue (IFC) de l'UCL, dont le rôle spécifique est d'organiser, en collaboration avec les universités et les acteurs extérieurs, la mise en place et la promotion de formations continuées pour les travailleurs.

La FEDITO, a l'initiative de ce projet d'envergure avec l'asbl Univers Santé, a réuni une série de professionnels du secteur actifs dans le domaine de la formation : Martine Dal (Prospective Jeunesse), Martin de Duve (Univers Santé), et d'académiques : Dan Kaminski (criminologue), Michel Roland, (médecin généraliste et professeur à l'ULB) Alain Deccache (Ecole de Santé Publique– RESOdoc-UCL),...

Ils élaborent en commun un programme de cours et les aspects logistiques touchant à la mise en place de cette formation. Ce projet devrait aboutir en février 2011.

## **GT «Jeunes et consommation »**

Ce-groupe de travail fait suite aux tables rondes organisées à Bruxelles l'année précédente sur le même thème et au constat de la grande difficulté de placer certains profils de jeunes consommateurs dans des structures résidentielles dans des délais raisonnables. Il est animé par la coordinatrice de la plate-forme de santé mentale bruxelloise (PFCSMB).

Faut-il créer des structures spécifiques pour les mineurs consommateurs? Le débat est ouvert. Il n'existe pas de prise en charge spécifique pour les mineurs consommateurs de produits en Région de Bruxelles-capitale, à l'exception du programme Incant du CHU Brugmann (service de Psychiatrie), de 7 lits. Pour certains profils, notamment des mineurs en rupture de lien, des MENA,... il est très difficile de trouver des places lits dans des délais raisonnables. Même si ce type de structure pose de sérieuses questions éthiques notamment concernant l'étiquetage de très jeunes personnes comme toxicomanes, les laisser sans structure adaptée ne constitue certainement pas une réponse non plus...

Le GT passe en revue, via l'explication des activités de chacun et des problèmes rencontrés dans les différents secteurs à l'heure d'opérer le relai ou la réorientation d'un jeune vers une autre structure, les difficultés professionnelles constatées avec ces jeunes consommateurs. Comment s'opèrent les relais ? Qui sont les partenaires pouvant prendre en charge ces profils, répondre à des demandes de placement en structure résidentielle,... ?

---

<sup>2</sup> Voir annexe 2. Carte postale Biblio-drogues

Se retrouvent dans le cadre de ce GT différents secteurs en contact avec les jeunes fragilisés ; services spécialisés en toxicomanies, SAJ, SPJ, PFCSM, AMO, magistrat du tribunal de la jeunesse, travailleurs de rue...

## **Deuxième Congrès francophone sur les traitements de substitution aux opiacés.**

Le 1er congrès international francophone sur les traitements de substitution aux opioïdes s'est tenu du 22 au 25 octobre 2008 à Montréal, Canada. La FEDITO avait été sollicitée pour rejoindre le sous-comité scientifique actif dans l'organisation du congrès. (Voir RA 2008).

Suite au succès de cette première édition, le Deuxième Congrès francophone sur les traitements de substitution aux opiacés se tiendra les 4 et 5 novembre 2010 à Paris. Pour ce deuxième congrès, la FEDITO a participé activement à la mise en place de l'événement en relayant l'appel à participation auprès de toutes les institutions spécialisées intéressées par une intervention et en entretenant avec les différents partenaires des conférences téléphoniques inter-pays pour le côté pratique logistique et thématiques du congrès.

Cette deuxième édition poursuit les mêmes objectifs que ceux du premier congrès :

1. Échanger sur les similitudes et différences observables dans leurs expériences cliniques
2. Procéder à une mise à jour des connaissances relatives aux pratiques thérapeutiques liées aux traitements de substitution
3. Comparer les approches pharmacologiques et psychosociales développées dans différents pays
4. Identifier les modalités de traitement permettant l'enrichissement de leurs propres pratiques



2. *D'ÊTRE UN INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ DES POUVOIRS PUBLICS ET DES MÉDIAS DANS L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE DE SANTÉ ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LE CHAMP DE LA TOXICOMANIE PRISE AU SENS LARGE DU TERME. ELLE EST MANDATÉE À CET EFFET PAR SES INSTITUTIONS MEMBRES.*

## **Réforme de l'ambulatoire bruxellois**

La FEDITO a continué à suivre de près la réforme de l'ambulatoire en remplissant ses obligations de fédération vis-à-vis de ses membres et du pouvoir organisateur.

Elle a via son président et son directeur suivi de très près les aspects intersectoriels liés à cette réforme. Le CBCS a déposé sa candidature à l'agrément en tant qu'organisme intersectoriel de coordination. Si la candidature du CBCS est acceptée<sup>3</sup>, il assurera la mission spécifique de « mise en œuvre d'analyse à visée évaluative portant sur une ou plusieurs thématiques dégagées par les secteurs relevant du décret ambulatoire ». Il s'agit donc d'une analyse transversale des sujets qui seront abordés dans le cadre de la démarche d'évaluation qualitative (DEQ).

Cette structure appelée Centre Régional d'Appui Mobilisateur de l'Inter secteur CoCof (CRAMIC) sera composée de représentants de tous les secteurs de l'ambulatoire, à raison de 2 représentants par secteur. Un comité de pilotage composé essentiellement de chercheurs en sciences humaines encadrera le chercheur engagé dans ce projet.

## **Fonds fédéral de lutte contre les assuétudes : comité assuétudes**

Le Fonds de lutte contre les assuétudes a permis le financement d'une série de nouveaux projets sur Bruxelles. La fédération a veillé à aider les services qui le demandaient à répondre de manière adaptée à l'appel d'offre diffusé par les fédérations sectorielles.

Dans le cadre du « comité assuétudes » (voir RA 2008), Ludovic Henrard continue en sa qualité de membre à remettre un avis non contraignant sur les projets introduits par les services en Belgique.

Les représentants sectoriels s'impliquent également dans la définition de priorités et de thèmes spécifiques liés à l'appel d'offre, assurant le lien entre le fédéral et des secteurs largement régionalisés et/ou communautarisés. Les représentants de fédérations composant le comité assuétudes se sont concertés avec l'administration du SPF et le Cabinet ministériel en place pour organiser et diffuser l'appel d'offre 2010 auprès des acteurs concernés.

## **Interventions publiques**

**27-01** : Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société. Audition de Ludovic HENRARD en qualité d'expert pour le Plan National Alcool 2008-2012<sup>4</sup>.

**23-03** : Interview de Télé Bruxelles, sur l'enjeu de la consommation d'alcool chez les jeunes et de la distribution gratuite d'alcool dans certains lieux festifs.

**22-04** : Conférence de presse du lancement de la campagne de sensibilisation « Ne vous racontez pas d'histoires » de l'asbl iDA.

**13-10** : Interview de radio contact, analyse de l'étude alcoolisme chez les jeunes du CRIOC.

---

<sup>3</sup> Ce qui est le cas à ce jour.

<sup>4</sup> VOIR Annexe 3 : Commission Santé Publique, Environnement et Renouveau Société. Intervention L. HENRARD du 27-01-2009  
FEDITO Bxl : rapport d'activités CoCof 2009

### 3. D'ASSURER LA COORDINATION ET LA CONCERTATION DES INSTITUTIONS ET SERVICES MEMBRES ET PLUS LARGEMENT AVEC D'AUTRES SECTEURS PRÉOCCUPÉS PAR LE « PHÉNOMÈNE » DROGUES.

#### **Plate forme de Réduction des Risques**

La FEDITO continue à plaider à différents niveaux pour une organisation plus cohérente et assumée des actions de RdR en Belgique. 2009 commençait mal, vu la situation délicate du dispositif d'échange de seringues en Communauté française. Ce dossier a pu être temporairement réglé, mais le dispositif de financement de ce projet de base dans le dispositif RdR montre à l'envi la précarité de ce sous secteur.<sup>5</sup>

En tant que membre de la plate-forme de RdR la FEDITO Bxl a apporté son soutien à la Liaison antiprohibitionniste dans l'organisation du colloque « *Peut-on promouvoir le Droit à la Santé sans enfreindre la loi ?* »<sup>6</sup> Celui-ci s'est tenu le 20-10 au Palais des Congrès de Liège.

Le résumé de celui-ci souligne les enjeux très spécifiques autour de ces stratégies de santé publique : « *Bon nombre de pays intègrent, dans leur programme de lutte contre les drogues, (...) les stratégies de réduction des risques liés à l'usage de drogues (RdR). Pourtant, l'absence de soutien des autorités publiques, (...) la rigidité des systèmes de réglementation dans certains pays rendent souvent difficile la mise en œuvre ces initiatives. Cela pose la question de l'adéquation des valeurs fondatrices de la RdR et de la prohibition. Comment envisager leur cohabitation ? Dans quelle mesure peut-on promouvoir l'accès à la prévention et aux soins non discriminant dans un contexte prohibitif ?* »

Cette journée, rehaussée par la présence de deux orateurs étrangers, a permis de faire le point sur des enjeux très actuels en Belgique, notamment l'échange de seringues et le projet de distribution contrôlée d'héroïne à Liège (TaDAM).

#### **Concertation Toxicomanies Bruxelles-ODB**

Ludovic Henrard est membre du Conseil d'administration de la CTB-ODB.

La CTB-ODB continue de traverser en 2009 une période difficile, son coordinateur ayant été démis de ses fonctions par le pouvoir organisateur et prestant actuellement son préavis. Selon nous, le remplacement du coordinateur ne réglera pas les problèmes de la CTB. Le problème est structurel : quel est le projet spécifique de cette concertation ? Quel doit être le rôle de la COCOM en matière de politiques sociales de santé drogues à Bruxelles si tant est qu'elle doit en avoir un ? Comment cette structure interagit-elle avec les autres acteurs drogues à Bruxelles ?

A côté de l'enjeu institutionnel cet épisode illustre aussi la difficulté du travail de mise en réseau et de coordination pour des structures de concertation de taille très réduites qui dépendent de la bonne volonté des autres acteurs bruxellois auxquels elles sont liées, et doivent s'adapter à leur rythme et à leurs exigences sous peine de voir arrêtée net la collaboration et le lien de confiance dont elles dépendent pour mener leurs projets à bien.

Les difficultés liées à la complexité institutionnelle et à la multiplication des organes de coordination en externe, et les difficultés liées au fait que l'institution dépend de la bonne volonté bénévole des services de terrain pour travailler sont peu ou prou celles rencontrées par la FEDITO dans son travail.

---

<sup>5</sup> VOIR Annexe 4 : Edito brèves de comptoir janvier 09.

<sup>6</sup> VOIR Annexe 5

4. *D'ASSURER AUX INSTITUTIONS MEMBRES DES MODALITÉS DE RECONNAISSANCE ET DE SUBSIDIATIONS GARANTISSANT LEUR BON FONCTIONNEMENT ET LEUR PERMETTANT LA PRISE EN CHARGE IMMÉDIATE DE TOUS LES TOXICOMANES DEMANDEURS QUELLE QUE SOIT LEUR SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE.*

## **Le Fonds fédéral de lutte contre les assuétudes, (voir supra)**

Ludovic HENRARD continue de siéger au sein de l'asbl iDA qui regroupe les deux FEDITO et le VAD. La campagne de prévention et de sensibilisation « *Ne vous racontez pas d'histoires* » fut le 2ème et dernier exercice du genre piloté par l'asbl iDA. La campagne portait principalement sur la thématique des consommations excessives d'alcool et était axée vers les jeunes de 13 à 35 ans<sup>7</sup>.

Cette action contenait comme l'année précédente un volet « soutien au terrain » Ce volet doit permettre aux services de répercuter et d'amplifier la campagne médias organisée par iDA asbl. Ce volet « soutien au terrain » semble être d'une grande utilité pour le secteur « promotion de la santé/RdR », qui semble toujours éprouver de grandes difficultés à obtenir des financements pour des projets de création de supports ou de réédition de brochures. La concertation et la sélection des projets de terrain à soutenir s'est faite en coordination avec la FEDITO wallonne.

Un budget a été dégagé pour mettre à disposition des professionnels différents outils de prévention à créer ou rééditer pour lesquels n'existaient pas de budget :

- Pour le service ODAS : impression de plaquettes *VRAI/FAUX*
- Pour Modus-Vivendi : impression de brochures *Jeunes et Alcool*
- Pour Univers Santé : impression de la brochure *Les publicitaires savent pourquoi + création d'un CD rom*
- Pour le CSM du CPAS de Charleroi : création de fiches pédagogiques

En 2009, Ludovic Henrard s'est engagé dans différents aspects de cette campagne. L'implication de la FEDITO Bxl au sein d'iDA est indispensable vu les retombées positives pour les services de terrain, mais pose question vu les forces de travail particulièrement restreintes de l'équipe de la FEDITO Bxl.

### **IDA-web**

iDA et la FEDITO Bxl se sont investis également dans la création d'un portail Internet pour la partie francophone du pays, reprenant l'ensemble des institutions avec la description de leurs activités, les services, les produits et aussi les offres d'emploi et les projets menés dans le cadre du Fonds de lutte contre les assuétudes ainsi que des liens vers les sites des services ou autres sites intéressants. Pour Bruxelles, beaucoup d'infos et d'outils sont déjà à disposition via notamment le cadastre de la CTB. Ce site aura donc pour vocation de donner une plus grande visibilité des activités du secteur et mettra un nombre intéressant d'outils à disposition. Via un système assez simple, les services pourront mettre à jour les informations qui les concernent. Du côté néerlandophone, ce site existe déjà, voir : [www.ida-web.be](http://www.ida-web.be).

### **Brochure Alcool et grossesse**

iDA asbl a coordonné, dans le cadre du Fonds de lutte contre les assuétudes, la réalisation d'une brochure de prévention à l'attention du personnel médical avec le projet « Alcool et grossesse ». Côté francophone l'asbl Question Santé et la SSMG ont réalisé le projet. Celui-ci a consisté « à faire connaître les recommandations du Conseil Supérieur de la Santé en la matière, par la réalisation d'un document et

<sup>7</sup> Voir annexe 7, article JdM 28.04.2009 et présentation de S. Zombek.

*d'une journée de formation ainsi que de deux ateliers* ». Ce projet devrait être prolongé par la diffusion du contenu des recommandations en la matière vers les médecins généralistes, qui sont en charge de 80% des problèmes de santé et qui sont les premiers professionnels contactés par les patients, avec les pharmaciens.<sup>8</sup>

---

<sup>8</sup> Cahier de prévention, alcool, grossesse et allaitement.

## CONCLUSION ET PERSPECTIVES :

Un rapport d'activités est loin de pouvoir rendre compte de l'ensemble du travail fourni tout au long de l'année : contacts multiples, orientation des demandes, présence à différentes formations, conférences et présentation de projets, participation à différentes réunions préparatoires ou de débriefing, recherche d'informations,...

L'équipe réduite de manière prolongée et certains dossiers chronophages ont empêché de relancer de façon sérieuse les activités de communication de la FEDITO, ce qui était pourtant un objectif important à nos yeux. Nous ne pouvons que constater ce report et assurer que tout sera mis en œuvre pour remettre en place en 2010 les principaux canaux de communication de la fédération.

Les perspectives restent actuellement sensiblement les mêmes que les années précédentes... Certains biais entravent le travail de la fédération. En interne un « secteur d'associations » relativement petit mais très varié, avec des activités, des centres de préoccupations et des intérêts divergents, et une culture sectorielle peu développée. Un manque de disponibilité et de ressources pour investir le champ sectoriel, une difficulté à élaborer dans des délais raisonnables des positions, des avis, des projets de secteur.

En externe, les multiples acteurs présents sur Bruxelles, dépendant de différents niveaux de pouvoirs et avec des missions très, voire trop proches, rendent difficile l'élaboration et la mise en place de projets pour la ville. Alors que tant de choses sont à réaliser, le maquis institutionnel et associatif bruxellois rend la mise en route de projets lent et aléatoire.

A titre tout à fait personnel, à l'instar de l'année dernière, le directeur de la FEDITO pense que la structuration des secteurs toxicomanies doit être entièrement revue et que ce remodelage doit passer par le transfert des compétences communautaires à la Région.

L'année 2010 sera une nouvelle année de transition, l'équipe devant à nouveau être modifiée suite au départ de Marie Absil.

En remerciant la COCOF pour son soutien au fil des années, nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'information sur nos activités passées, présentes et à venir.

Pour l'équipe de la FEDITO asbl,

Ludovic HENRARD,

Directeur